

## Document

### Pourquoi la jeunesse française ne s'indigne pas

(slate.fr)

**20 novembre 2011**

***Occupy Wall Street, les Indignados espagnols, les manifestants grecs... La jeunesse mondiale se mobilise, mais pas la France, patrie de la protestation. Peut-être parce que les conditions ne sont pas réunies.***

On imagine Stéphane Hessel tout retourné. La patrie des Indignés, titre de son best-seller planétaire depuis près d'un an, n'a guère mobilisé de militants lors du 15 octobre –le D-Day des Indignés dans le monde entier. Autour de 2.000 manifestants, soit beaucoup moins que Francfort (10.000), Rome (plusieurs dizaine de milliers), Bruxelles (autour de 6.000), sans compter évidemment, Madrid (500.000) où ce mouvement a pris racine en mai 2011.

Pourquoi cette singulière atonie dans un pays qui a l'indignation dans le sang, un pays où les passions politiques peuvent s'embraser d'une brindille allumée? Tout bêtement parce que les conditions ne sont pas réunies. Pourquoi?

Cette protestation planétaire comporte des traits communs, qui, sur plusieurs plans, s'inspirent de l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid en mai-juin 2011. D'une part, les protestataires sont d'abord issus de la jeunesse éduquée désireuse d'exprimer son indignation contre des sociétés qui, faute d'emplois correspondants, ne lui ouvrent pas de place.

#### ***Un déraillement des rapports entre générations***

Dans leur sillage, ils agglomèrent des chômeurs, des précaires, des personnes plus âgées, au final une large frange des individus victimes de la mondialisation et de la crise financière. Mais en premier chef, on repère dans ces protestations un enjeu crucial: la difficulté des sociétés développées à intégrer les générations montantes, comme si ce processus, qui paraît dans l'ordre des choses, connaissait un brutal coup d'arrêt.

En d'autres mots, on observe un déraillement des rapports entre générations. Unanimement, c'est l'impéritie des dirigeants qui ont gouverné le monde depuis vingt ans, qui est dénoncée. Cet élan pacifique, qui n'en appelle ni à la révolution, ni aux partis politiques, même pas ceux de l'extrême gauche, se nourrit de plusieurs sentiments, entre rage et ironie, entre indignation et dérision. Et il s'appuie sur un levier puissant: les outils de communication modernes, les smartphones et le web.

De même, les différentes coordinations opèrent sur un modèle identique: occupation de lieux symboliques sur une durée plus ou moins longue (Puerta del Sol à Madrid, Place Syntagma à Athènes, Wall Street à New York, Bastille à Paris, etc), forte visibilité sur les réseaux sociaux pour informer des réunions et rassemblements, absence de leader, à peine quelques porte-parole, participation de tous aux tâches les plus diverses, adoption des décisions à l'unanimité (ou presque).

Ces mobilisations activent une dimension visuelle, comme les sit-in –on est là, et on ne bougera pas. On trouve aussi la mise en application de valeurs fortement présentes dans l'univers du Net et

amplifiées par l'expérience des réseaux sociaux: égalitarisme, goût du partage, sacralisation de l'autonomie et du «do-it-yourself».

### ***Le poids du diplôme en France***

Toutefois, ces mouvements sont sensiblement différents selon le pays dans lequel ils sont implantés. Selon la situation économique de chaque Etat, les mots d'ordre sont plus ou moins distincts. En Espagne par exemple, où le taux de chômage des moins de 25 ans est de 43%, les manifestants protestent contre leur exclusion du marché du travail. Les Grecs en revanche, s'ils sont eux aussi touchés par le chômage, s'élèvent plutôt contre la troïka (FMI, Union européenne et Banque centrale européenne) qui leur impose, via leur gouvernement, des mesures d'austérité sans précédent. Quant aux manifestants américains, ils se révoltent contre l'emblème du capitalisme financier, à savoir Wall Street, et les 1% qui captent les richesses.

Plusieurs raisons expliquent que les jeunes Français ne soient pas vraiment à l'unisson.

Tout d'abord parce qu'au pays de l'élitisme républicain, bien plus qu'ailleurs encore en Europe, la lutte des places pour l'emploi passe par la munition «diplôme du supérieur». Aujourd'hui, un peu moins de la moitié d'une classe d'âge décroche ce fameux sésame pour la vie d'adulte –diplôme professionnel type BTS ou DUT, licence, master, doctorat, ou diplôme de grandes écoles. Et cette étape franchie, le ciel s'éclaircit, même si avant de trouver un emploi stable, il faut souvent passer par la case stages ou emploi à durée déterminée.

L'enquête «Génération 2007» du Céreq (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) le prouve. Cet institut a étudié, en 2010, la situation face à l'emploi des jeunes qui ont fini leur scolarité en 2007. Qu'en est-il? 92% de ceux possédant un doctorat avaient un emploi, ainsi que 88% des diplômés d'une école d'ingénieur ou de commerce et 80% de ceux ayant une licence. En revanche, seulement 48% des jeunes sortis sans diplôme du système scolaire, et 55% ayant seulement le bac avaient un emploi.

La première leçon, c'est que les jeunes diplômés français, en gros, finissent (pour le moment) par intégrer le marché du travail, même s'ils prennent plus de temps qu'avant, ce qui n'est pas le cas en Espagne, en Grèce ou en Italie du sud. Au total, même si le taux de chômage moyen des moins de 25 ans est assez élevé en France (22,9% en 2009 contre 16,7% dans les pays de l'OCDE dont 11% en Allemagne, 18,9% au Royaume-Uni et 25,4% en Italie), ce fléau touche d'abord les jeunes à très faible qualification qui risquent de rester longtemps à naviguer entre chômage et jobs précaires. C'est auprès d'eux que le slogan du «no future» peut faire résonance.

En contraste, dans certains pays, le diplôme ne joue plus du tout son rôle protecteur. L'exclusion des jeunes dans la péninsule ibérique est un phénomène massif: sur une population de 11 millions de jeunes de 16-35 ans, 4 millions font des études, 5,7 sont sur le marché de l'emploi mais pour la majorité dans une situation précaire, et 1,5 million de jeunes ne sont ni en emploi ni étudiants (données portant sur le premier trimestre 2011, issus d'un travail du sociologue espagnol José Felix Tezanos). La situation des jeunes diplômés est semblable en Grèce et a donné lieu au mouvement des «700» (euros mensuels), ceux qui, bien que diplômés, perçoivent un salaire qui permet difficilement de vivre.

### ***La colère passe par la gauche***

L'indignation est ainsi à son comble lorsque on a effectué des efforts et des sacrifices financiers pour obtenir un diplôme et que celui-ci ne procure pas de débouché. Elle entremêle la stupéfaction,

le sentiment d'un énorme gâchis, l'angoisse du déclassement, et pire encore, l'effroi devant ce qui s'esquisse comme un «no future». Articulée aux effets des politiques d'austérité, cette protestation entraîne beaucoup de monde et en premier lieu les familles accablées de voir leur progéniture confrontée à une telle situation.

Autre explication. Si les jeunes Français ne se reconnaissent que mollement dans les mouvements des Indignés, c'est que ceux-ci brassent des mots d'ordre plutôt vastes: sentiment d'injustice, indignation contre des dirigeants économiques prédateurs et des gouvernants impuissants, appel à une société meilleure, à un autre modèle de croissance, une autre organisation sociale. Entre protestation morale et front du refus, ils sont éloignés de la scène partisane classique, et en outre, n'envisagent pas de s'y tailler une place. Ils ont souvent quelques affinités avec les altermondialistes, mais cette connotation varie d'un pays à l'autre.

Or, la colère sociale est canalisée en France par des partis d'extrême gauche, le parti écologiste ou des mouvances étudiantes assez radicales, sans doute plus en phase avec la sensibilité de la jeunesse française. Cette dernière s'est d'ailleurs souvent engagée ces dernières années sur des enjeux concrets qui la concernent directement: mouvements contre le CPE, contre la réforme Péresse des universités... Même une partie des lycéens a été solidaire des manifestations contre la réforme des retraites. Il est possible que dans une société très politisée, la posture un peu floue et hors système politique des Indignés ait du mal à galvaniser les ardeurs.

Néanmoins, si le nombre de manifestants est modeste dans l'Hexagone, la mobilisation planétaire des Indignés, à l'aune de son retentissement dans les médias et les conversations, gagne en popularité. Cette émotion mondiale, qui probablement adoptera des tournures politiques différentes selon chaque société, s'ajuste parfaitement au ressenti et à l'opinion majoritaires. Comme le livre de Stéphane Hessel, ces mouvements constituent des cris du cœur plutôt que des manuels précis pour l'action.